



Intervention Cgt Bretagne
Etats Généraux de l'alimentation
19 septembre 2017 Pontivy

S'il paraît évident que le moment d'un grand débat sur l'alimentation est devenu une urgence, ces états généraux ne répondent pas au sérieux et à l'efficacité qui devraient caractériser les discussions tant les sujets qui touchent à l'alimentation sont vastes.

Manque de sérieux sur le moment et les délais de ces états généraux annoncés durant la période estivale et ne courant que sur quelques semaines.

Manque de sérieux sur la présence des acteurs des filières, comme les salariés, qui représentent la plus grande masse des travailleurs, tant dans l'agriculture, l'agroalimentaire, les transports, la grande distribution, le commerce et la restauration, tant dans le monde associatif ou coopératif, les services publics, la recherche, la santé et le sanitaire...

Le Président de la République veut faire vite au risque de gâcher le moment. Cette volonté de bouleverser en permanence les piliers de la société d'aujourd'hui ne peuvent servir que celles et ceux qui tiennent déjà les rênes des filières de l'alimentation.

D'ailleurs, l'animation des ateliers ne trompent pas, en particulier le 5, en privilégiant ceux qui font de l'alimentation un business, Danone et système U.

Aucune organisation syndicale n'est associée à ces états généraux. C'est faire preuve d'une certaine ignorance et arrogance envers celles et ceux qui sont au cœur, avec d'autres, de l'élaboration de l'alimentation.

Principales victimes, avec les petits agriculteurs des crises successives dans l'agriculture et l'agroalimentaire, les salariés sont des forces vives pour créer l'alimentation. Aujourd'hui relégués aux derniers rangs, c'est une nouvelle forme de mépris pour celles et ceux qui triment au travail, en témoigne le haut niveau des accidents du travail et des maladies professionnels dans les secteurs concernés.

Il est bien sur évident qu'il faut donner aux agriculteurs, les moyens de vivre de leur travail, c'est une exigence qui est partagée par les salariés, et aussi la Cgt. Pour autant, c'est à chaque maillon de la chaîne de l'alimentation que l'on rencontre des travailleurs exploités, quelque soit leur statut.

Dans ces mêmes secteurs, on retrouve des entreprises ou des groupes multinationaux qui font la pluie et le beau temps sur les prix, les quotas, les relations commerciales aux niveaux de l'Europe et de la planète.

Alors, bien sûr qu'il y a crise, mais les conséquences ne sont pas au même niveau pour tout le monde, et on pourrait même supposer qu'elle sert d'ajustement à la dérégulation des marchés et des conditions sociales.

La Bretagne est une région où la production de l'alimentation touche un grand nombre de salariés que l'on peut estimer à près d'un tiers dans l'ensemble des secteurs.

Le prix du produit fini les concernent d'autant que, plus il est bas, plus leur salaire l'est aussi, plus leurs conditions de travail s'aggravent, plus le dumping social se développe, avec par exemple les travailleurs détachés, tant dans les champs, qu'au volant des camions qui transportent les produits.

D'autant que le mal travail génère des dépenses publiques et collectives supplémentaires et constitue un gâchis tant pour les humains que pour la planète.

D'ailleurs, nous ne pouvons nier l'évidence entre les ordonnances censées réformer le travail et la possibilité demain de permettre aux chefs d'entreprise d'accentuer les pressions sur l'emploi et le travail pour permettre de baisser les prix à la consommation ou plus simplement augmenter les marges pour être plus compétitif !

A la Cgt, nous pensons, bien au contraire, que les clés d'une alimentation saine et durable, passent par la prise en compte des dimensions sociales, environnementales, économiques et fiscales. Ces clés pour une alimentation durable pour tous sont essentielles pour déterminer le juste prix des produits alimentaires que chaque citoyen doit payer.

Chaque travailleur doit vivre de son élevage et de sa culture. C'est impératif de même que chaque salarié doit vivre de son travail. Nous sommes pour favoriser cette solidarité dans la chaîne de l'alimentation, qui ne peut s'inscrire que dans un mode où la production intensive est bannie.

Ce sont les travailleurs qui créent la richesse et la valeur ajoutée, salariés compris. Ce sont aussi la valorisation du travail, la reconnaissance des qualifications, la formation professionnelle, la protection sociale qui sont à mettre en avant pour favoriser l'emploi dans des secteurs qui sont, selon les éléments avancés par les employeurs, en manque de main d'œuvre.

80% des salariés permanents agricoles et la quasi-totalité des saisonniers sont payés au SMIC, et donc pour beaucoup dans l'incapacité d'acheter des produits de qualité, qui sont parfois d'ailleurs issus de leur travail. . N'oublions pas que celles et ceux qui travaillent sont aussi celles et ceux qui consomment.

Nous ne pouvons concevoir une alimentation à plusieurs vitesses. Celle de qualité pour les plus aisés, et une autre pour les plus faibles, d'autant que plusieurs révélations récentes montrent qu'il y a tricherie sur le contenu de certains produits élaborés, également sur les conditions d'élevage, ou encore le scandale des œufs contaminés.

Le « pas cher » n'est pas bon car il tire l'ensemble des filières vers le bas, de la qualité des produits jusqu'aux conditions sociales des travailleurs.

C'est aussi en cela que la place des pouvoirs publics est essentielle pour garantir la traçabilité des produits, pour contrôler les conditions d'élevage, de transformation, de transport et de vente des produits alimentaires, cela suppose de renforcer les moyens des services de l'état, de même que la recherche qui sont aujourd'hui mis à mal par les exigences libérales.

De l'argent publique, il y en a dans les filières de l'alimentation, en témoigne le P3AB, dont on a du mal à percevoir l'efficacité, tant les effets de crise ne disparaissent pas.

L'alimentation du futur passe par un désenclavement des pressions financières, elle se fera aussi par une reconnaissance du travail.

C'est en ce sens que ces états généraux n'ont pas la légitimité requise puisque le choix délibéré qui est fait par les organisateurs est de ne rien changer, si ce n'est d'accentuer les mesures qui nous ont conduit aux crises successives de ces dernières années.

La Cgt reste disponible pour apporter, dans ses domaines de compétences, des éléments pour en finir avec cette hyper productivité et faire de l'alimentation un moyen de nourrir les peuples.